

Décarboniser l'économie locale

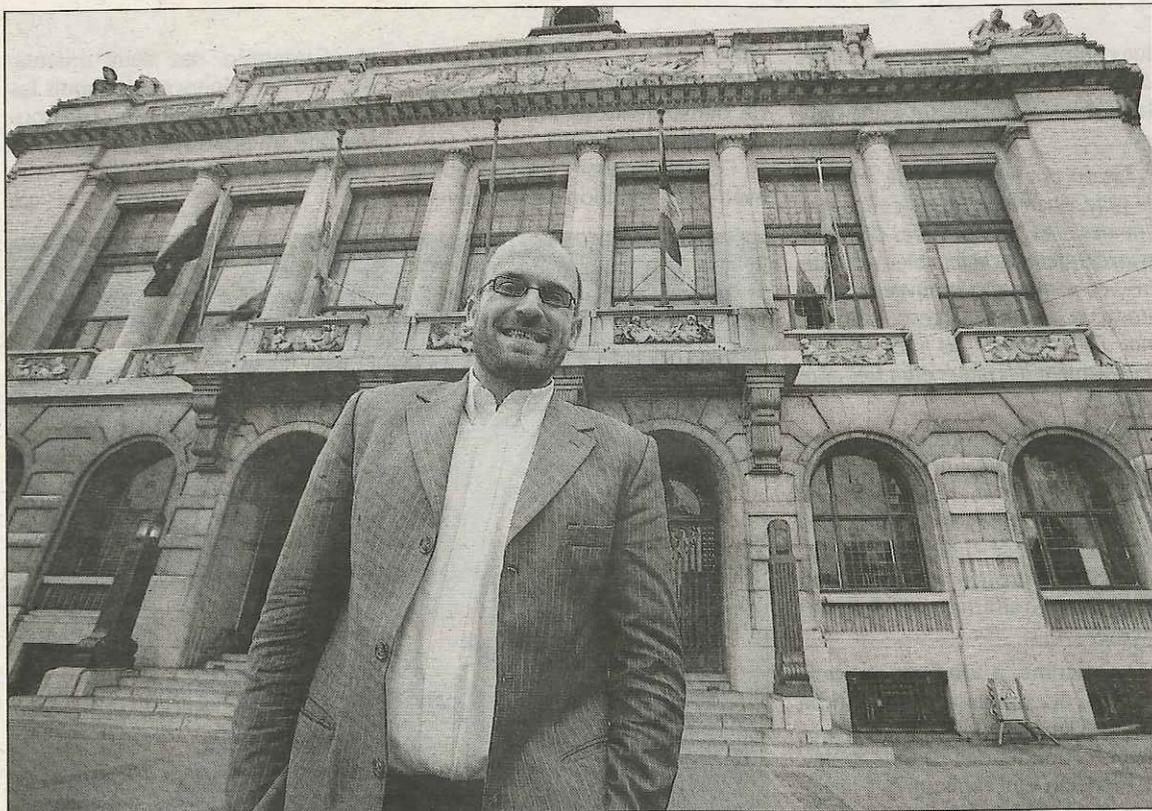
■ Charleroi montre l'exemple en matière environnementale grâce au bilan carbone

CHARLEROI ▽ "L'environnement, cela ne concerne pas que les autres : voilà la base de la dynamique que nous souhaitons lancer avec ce bilan carbone, qui ne sera pas un gadget mais un instrument efficace pour la ville. Et cela marque un retour au politique dans ses quatre missions d'anticipation, d'information, de maîtrise et d'innovation : nous devons montrer notre capacité à traduire ces données dans des politiques à mener avec, dès 2009, des implications budgétaires. L'environnement doit devenir un moteur de notre développement." Toute l'équipe de Jean-Jacques Viseur démontre toute sa cohésion, hier, autour du plan bilan carbone annoncé par l'échevin de l'Environnement, Philippe Sonnet.

De fait, Charleroi devient ainsi la première ville du pays à s'inscrire dans cette démarche visant, d'une part, à un diagnostic de toutes les sources d'émissions de gaz à effet de serre générées par l'ensemble des activités présentes sur son territoire; et, d'autre part, à dresser des pistes de réduction de ces émissions participant au réchauffement climatique.

"C'est une technique des petits pas afin de démontrer qu'au sein de cette masse globale d'émission, chacun a sa part et qu'en additionnant les efforts de chacun, nous aurons une répercussion positive", explique en effet Frédéric Chomé, consultant désigné pour devenir le monsieur carbone de la ville.

"C'est un enjeu crucial puisqu'il faut, d'une part, prévoir les changements à long terme et comprendre qu'il faut modifier ses comportements dès aujourd'hui. En effet, le phénomène retard est très important : une tonne équivalent carbone contribue au réchauffement climatique durant 100 ans. Nous travaillons donc pour



Frédéric Chomé, monsieur carbone, travaillera en collaboration avec l'administration carolo durant onze mois jusqu'à la présentation des résultats et des politiques à mener. (ITL AGENCY)

les générations futures. Dès lors, il faut des objectifs ambitieux, une révolution verte si nous voulons inverser la tendance. D'autre part, il faut anticiper les effets sur la santé (avec une augmentation supérieure à 2 °C, les risques se marquent déjà : pénurie d'eau, épidémie de malaria) et les effets sociaux (quel transport quand l'essence sera à 7 € le litre ? Comment assumer l'augmentation du prix du mazout de chauffage ?) : en ciblant les zones sensibles il est possible de restreindre les vulnérabilités face aux énergies, aux matériaux,..." insiste le spécialiste.

La dynamique s'appuyant sur une participation la plus large possible, des conférences de sensibilisation font partie intégrante du projet et des collectivités (écoles, ISPPC, Caterpillar) semblent déjà intéressées.

V.D.